

Macron entendait répondre aux mobilisations des gilets jaunes en présentant les objectifs de sa politique énergétique. C'est raté !

28 novembre 2018



Pour ne laisser personne de côté, il considère que la transition énergétique *doit se faire dans l'accompagnement social pour une écologie populaire.*

Résultat, pas de changement de cap sur les choix déjà réalisés qui favorisent :

- les plus riches avec la suppression de l'ISF, l'instauration d'une taxe forfaitaire sur les revenus financiers (la flat tax).
- les entreprises avec la casse du code du travail, la consolidation du CICE qui distribue 50 milliards aux entreprises qui gonflent les dividendes distribués aux actionnaires, les exonérations de la taxe carbone en particulier pour les entreprises les plus polluantes via le marché carbone.

Macron annonce la sortie des énergies fossiles d'ici 2050.

D'ici là, il aura disparu du paysage politique et c'est oublier qu'il a donné à Total l'autorisation de forages pétroliers exploratoires au large de la Guyane. Et pour flatter la fibre nationaliste et souverainiste, il met en avant l'importance de construire notre indépendance énergétique vis-à-vis des intérêts étrangers producteurs de pétrole. En attendant, il fait l'impasse sur l'absence de taxation du kérosène (transport aérien) et du fioul lourd (transport maritime).

Il affirme qu'il faut consommer moins d'énergie mais considère que le besoin de production électrique va s'accroître avec le développement de la mobilité électrique.

Il justifie ainsi la prépondérance du nucléaire en reprenant le discours du lobbie nucléaire, *l'énergie*

décarbonée et à bas coûts oubliant là aussi le prix du démantèlement et les risques liés aux déchets nucléaires qui engagent pour des milliers d'année.

Il ne fait que confirmer la fermeture des deux réacteurs à Fessenheim et annonce celle de 12 autres dont les six premiers d'ici à 2030 c'est-à-dire au-delà de son quinquennat, une manière de renvoyer la responsabilité de ses engagements à d'autres.

Quelle crédibilité peut-on dès lors lui accorder quant à ses annonces de développement des énergies renouvelables. Au passage, il rappelle que l'hydraulique est une force pour nos territoires et pour la production d'électricité. Là encore, il fait preuve d'amnésie : il a lancé le projet d'ouverture à la concurrence et aux intérêts privés des barrages hydrauliques (gérés à 80% par EDF depuis 70 ans) sans même que la commission européenne l'y oblige.

En guise de réponse sur la fiscalité carbone, Macron propose d'adapter la taxe carbone à la fluctuation des prix du marché du pétrole. Or, la taxe flottante a déjà montré son inefficacité.

Enfin pour construire *le nouveau modèle économique et social*, il lance pendant 3 mois, une consultation au niveau national et territorial en associant élus, syndicats, associations et tous ceux qui veulent participer.

L'Union syndicale Solidaires a des propositions pour répondre à l'urgence sociale et écologique :

□ Pour la justice fiscale, abandon des mesures favorisant les plus riches (flat tax, ISF, CICE).

□ Pour une fiscalité écologique juste socialement, c'est-à-dire qui taxe les plus riches et les processus de production coûteux en énergie et en transport et les entreprises les plus polluantes (industrie, transport aérien, maritime et routier)

□ baisse des taxes sur les carburants qui touchent toute la population (la TICPE et TVA représentent près de 60%) et mise en place d'une véritable réforme fiscale reposant sur le principe de justice sociale, afin de financer les politiques écologiques et les besoins sociaux de la population. En tout état de cause un moratoire sur les dernières mesures de hausse est indispensable tant que le rééquilibrage pour une justice fiscale n'est pas réalisé.

□ Pour un salaire minimum à 1700 € net, une augmentation de 400 € pour tous-tes, aucun revenu au dessous du seuil de pauvreté, l'abandon de la hausse de la CSG sur les retraites...

□ Pour des services publics accessibles sur tout le territoire et à bas coûts...

□ Pour le développement de transports écologiques par un maillage dense de lignes ferroviaires publiques et à bas coût

□ Pour la transition écologique, soutien à la rénovation des logements pour l'efficacité et la sobriété énergétique

Macron entendait répondre aux mobilisations des gilets jaunes en présentant les objectifs de sa politique énergétique. C'est raté !

Pour ne laisser personne de côté, il considère que la transition énergétique doit se faire *dans l'accompagnement social pour une écologie populaire*.

Résultat, pas de changement de cap sur les choix déjà réalisés qui favorisent :

- les plus riches avec la suppression de l'ISF, l'instauration d'une taxe forfaitaire sur les revenus financiers (la flat tax).
- les entreprises avec la casse du code du travail, la consolidation du CICE qui distribue 50 milliards aux entreprises qui gonflent les dividendes distribués aux actionnaires, les exonérations de la taxe carbone en particulier pour les entreprises les plus polluantes via le marché carbone.

Macron annonce la sortie des énergies fossiles d'ici 2050.

D'ici là, il aura disparu du paysage politique et c'est oublier qu'il a donné à Total l'autorisation de forages pétroliers exploratoires au large de la Guyane. Et pour flatter la fibre nationaliste et souverainiste, il met en avant l'importance de construire notre indépendance énergétique vis-à-vis des intérêts étrangers producteurs de pétrole. En attendant, il fait l'impasse sur l'absence de taxation du kérosène (transport aérien) et du fioul lourd (transport maritime).

Il affirme qu'il faut consommer moins d'énergie mais considère que le besoin de production électrique va s'accroître avec le développement de la mobilité électrique.

Il justifie ainsi la prépondérance du nucléaire en reprenant le discours du lobbie nucléaire, *l'énergie décarbonée et à bas coûts* oubliant là aussi le prix du démantèlement et les risques liés aux déchets nucléaires qui engagent pour des milliers d'années.

Il ne fait que confirmer la fermeture des deux réacteurs à Fessenheim et annonce celle de 12 autres dont les six premiers d'ici à 2030 c'est-à-dire au-delà de son quinquennat, une manière de renvoyer la responsabilité de ses engagements à d'autres.

Quelle crédibilité peut-on dès lors lui accorder quant à ses annonces de développement des énergies renouvelables. Au passage, il rappelle que l'hydraulique est une force pour nos territoires et pour la production d'électricité. Là encore, il fait preuve d'amnésie : il a lancé le projet d'ouverture à la concurrence et aux intérêts privés des barrages hydrauliques (gérés à 80% par EDF depuis 70 ans) sans même que la commission européenne l'y oblige.

En guise de réponse sur la fiscalité carbone, Macron propose d'adapter la taxe carbone à la fluctuation des prix du marché du pétrole. Or, la taxe flottante a déjà montré son inefficacité.

Enfin pour construire *le nouveau modèle économique et social*, il lance pendant 3 mois, une consultation au niveau national et territorial en associant élus, syndicats, associations et tous ceux qui veulent participer.

L'Union syndicale Solidaires a des propositions pour répondre à l'urgence sociale et écologique :

- Pour la justice fiscale, abandon des mesures favorisant les plus riches (flat tax, ISF, CICE).
- Pour une fiscalité écologique juste socialement, c'est-à-dire qui taxe les plus riches et les processus de production coûteux en énergie et en transport et les entreprises les plus polluantes (industrie, transport aérien, maritime et routier)
- baisse des taxes sur les carburants qui touchent toute la population (la TICPE et TVA représentent près de 60%) et mise en place d'une véritable réforme fiscale reposant sur le principe de justice sociale, afin de financer les politiques écologiques et les besoins sociaux de la population. En tout état de cause un moratoire sur les dernières mesures de hausse est indispensable tant que le rééquilibrage pour une justice fiscale n'est pas réalisé.
- Pour un salaire minimum à 1700 € net, une augmentation de 400 € pour tous-tes, aucun revenu au dessous du seuil de pauvreté, l'abandon de la hausse de la CSG sur les retraites...
- Pour des services publics accessibles sur tout le territoire et à bas coûts...
- Pour le développement de transports écologiques par un maillage dense de lignes ferroviaires publiques et à bas coût
- Pour la transition écologique, soutien à la rénovation des logements pour l'efficacité et la sobriété énergétique

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris, 01 58 39 30 20



- Emplacement : PRESSE > Communiqués >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Macron-entendait-repondre-aux-mobilisations-des-gilets-jaunes-en-presentant-les>